

Le PACTE

bilan de la saison 1

Enquête réalisée par le SNETAP-FSU auprès
d'un échantillon de 608 enseignant·es/CPE
avril 2024



mai 2024

Un dispositif à l'efficacité contestable !

Après le boycott du groupe de travail de la DGER du 7 mai pour lequel aucun document de travail n'avait été transmis - ce qui pour un bilan d'un tel dispositif interroge sur la sincérité des responsables -, le SNETAP-FSU, en responsabilité et dans la continuité de son positionnement contre ce dispositif qui est tout sauf une revalorisation mais plutôt une nouvelle forme du "travailler plus pour gagner plus", a lancé sa propre enquête auprès de tous les personnels d'enseignement et d'éducation.

L'échantillon des personnels concernés ainsi que la répartition des réponses entre des collègues ayant pris ou refusé des briques donnent à cette enquête toute sa légitimité et nous permet de tirer un certain nombre de faits objectifs, d'éléments quantitatifs que l'administration pourrait utilement regarder si elle était mue par une véritable volonté de dresser un bilan partagé et questionner le bien-fondé de la dépense de cet argent public dans un souci véritable d'amélioration du service public d'éducation - conformément à la note de service -

Quel est le **profil** de cet **échantillon** ?

55% de femmes - 43% d'hommes (2% ne souhaitent pas répondre)

80% Titulaires - 20 % Contractuel·les

95% Enseignant·es - 5 % CPE

52 % n'ont pas pris de briques du PACTE

Ces derniers chiffres sont représentatifs car la DGER n'a communiqué jusqu'à maintenant qu'en mêlant l'enseignement agricole public et privé pour affirmer que 58% des personnels tous confondus avaient pris au moins une brique... Le SNETAP-FSU s'interroge sur les chiffres annoncés par la DGER qui sont éloignés des effectifs réels des agents des corps concernés (PLPA, PCEA, CPE, ACEN) (écart possible de plus de 1 000 agent.e.s..) ce qui gonfle d'autant le % de volontaires.

De cette enquête, le SNETAP-FSU tire plusieurs enseignements :

- une **mise en place laborieuse**
- une **mise en place très peu transparente**
- un **suivi inexistant** augurant d'un bilan local fantomatique
- **des conditions de travail qui se dégradent**

Une mise en place plus que laborieuse !

40 % l'ont fait principalement pour améliorer leur rémunération qu'ils jugent insuffisante

Ce chiffre confirme la nécessité d'une revalorisation de nos métiers et non de tels dispositifs qui, en plus de n'être pas généraux, ont pour effet d'augmenter le temps de travail des enseignant·es et CPE donc... de facto de diminuer la rémunération horaire, sans parler d'une dégradation de leurs conditions de travail !!!

21 % l'ont fait principalement pour améliorer les conditions d'étude de leurs élèves

Ce chiffre illustre parfaitement l'implication réelle dans nos métiers "du lien" au service de nos élèves...et dans leurs intérêts... un sentiment partagé auquel l'administration sait parfaitement faire appel quand elle le veut !

2,43 briques en moyenne par enseignant·es et CPE

Ce chiffre ne pourra qu'interroger sur la réalisation effective des missions qui sont derrière les briques... cela représente a minima plus de 50 heures supplémentaires à réaliser, à justifier et à suivre !!!

62% des enseignant·es et CPE ont pris la mission du remplacement de courte durée (RCD)

3 autres missions ont été choisies de manière quasiment équivalente (entre 31 et 32 % des enseignant·es/CPE interrogé·es ayant souscrit au PACTE) :

- Suivi des élèves en difficulté,
- Participation à la l'orientation et à la découverte des formations de l'enseignement agricole et des métiers du vivant,
- Accompagnement de la mise en œuvre de dispositifs et d'initiatives pédagogiques, éducatives et techniques

Une mise en place peu transparente

52 % des répondant·es considèrent que la mise en place des missions liées au PACTE ne s'est pas faite de manière transparente et lisible dans leur établissement

Ce chiffre vient corroborer les nombreux témoignages que le SNETAP-FSU avait pu recevoir lors de la mise en place - lancement à la fin de l'année scolaire 2022-2023 - et au début de cette année scolaire 2023-2024. Des "pressions amicales" ont pu s'exercer pour prendre des briques "pour assurer vos remplacements" à l'occasion des voyages scolaires, "dans l'intérêt des élèves"....

Dans d'autres cas, le partage des briques a pu se faire dans "l'entre-soi" ou selon le pouvoir discrétionnaire de certaines directions plus ou moins "proactives" dans ce dispositif.

23% ont constaté des tensions entre collègues

22 % ont constaté que certain·es collègues ont cessé de s'investir dans certaines missions quand des briques ont été prises par d'autres collègues

18 % ont constaté que des briques sont détournées de leur objet initial

Près de 11 % ont constaté une dégradation de leurs conditions de travail

Seuls 9 % ont remarqué une amélioration des conditions d'études des élèves

Comme le SNETAP-FSU l'avait dénoncé et comme cela a été démontré à l'Éducation Nationale (enquêtes d'organisations syndicales comme le SNES-FSU ou le SE-UNSA), ce dispositif est, dans son esprit, synonyme de "conflictualité" au sein des communautés éducatives, de rivalités, de compétition... en l'absence de toute considération de l'intérêt pour les jeunes. Dans un certain nombre d'établissements, c'est la "foire d'empoigne" qui a présidé à l'attribution de ces briques.

Concernant les quatre missions suivantes : "Participation à l'orientation et à la découverte des formations", "Appui à la prise en charge d'élèves à besoins éducatifs particuliers", "Accompagnement de la mise en oeuvre des dispositifs et d'initiatives pédagogiques" et «Accompagnement de l'avenir professionnel» :

70 % ont affirmé ne pas connaître le, la référent·e de la mission

Un suivi quasi inexistant !

Pour toutes les briques

34% assurent ne pas savoir s'il y a un **décompte** régulier des **heures réalisées**

73% disent ne pas savoir comment ils•elles devront **compléter leur service** s'ils•elles n'arrivent pas à faire les heures prévues ou le cas échéant **rembourser le trop-perçu** conformément à la note de service

Pour la brique RCD

90% n'ont **pas de plages dédiées** dans leur **Emploi Du Temps**

40% ont **refusé d'assurer une heure de remplacement** car ils•elles n'étaient pas disponibles

30% ont assuré parfois des **heures de remplacement** avec une **classe qu'ils•elles n'avaient pas** normalement

Des conditions de travail qui se dégradent

13% estiment connaître des **difficultés à assurer leurs obligations de service** (préparation de cours, réunions, correction de copies, etc.) en raison de ces missions supplémentaires

30% estiment que ces missions supplémentaires ont un **impact sur leur vie privée** (famille, loisirs...)

30% estiment être **plus fatigués** depuis qu'ils•elles exercent des missions supplémentaires dans le cadre du PACTE

15% envisagent de **ne pas renouveler** leur adhésion au PACTE l'année prochaine si le dispositif est reconduit

15% de celles et ceux qui envisagent de renouveler envisagent de prendre **moins de briques**

LE PACTE ENSEIGNANT

SIGNEZ PWTÔT
LE MIEN, CE SERA
MOINS INFERNAL



Zoom sur celles et ceux qui n'ont pas pris de briques du PACTE

42% veulent une **augmentation de salaire** et non une prime

30% estiment que cela **affaiblit leur statut**

18% parce qu'ils-elles n'ont **pas le temps** de réaliser des missions supplémentaires

TEMOIGNAGES

Sur la mise en place du PACTE

“La Direction n'a jamais souhaité communiquer la liste des collègues ayant pris des briques convergentes avec nos périmètres (orientation, accompagnement individualisé, etc.). Les collègues ne se sont jamais désignés comme ayant pris une brique sauf devant le fait accompli. Là où une approche complémentaire et bénéfique pour les élèves pourrait être prise (ex avec les AESH), la culture du non-dit y a porté préjudice.”

“Aucune véritable information globale et surtout aucune transparence sur les référent·es de certaines missions”

“Je suis à mi-temps, donc cela me permet de compléter mon salaire et de faire de l'aide aux élèves en difficulté autrement que bénévolement, notamment.”

“Dans mon EPL une brique "suivi tutorat EOT" a été identifiée. Personne ne l'a prise. Résultat alors qu'habituellement chaque membre de l'équipe prenait 2 à 3 élèves en tutorat bénévolement, cette année aucun suivi.

Globalement le pacte produit un désengagement, une démotivation, une résignation qui pèse sur les équipes pédagogiques et les élèves tout en créant une source de tensions supplémentaire avec l'administration.”

“Ma proviseur me l'a imposée à la dernière minute pour me "récompenser" de l'investissement et du travail sur les 2 précédentes années pour la mise en place de la réforme BTSA TC. Sinon, je n'en voulais pas !”

“On sait qui a pris des briques, mais pas vraiment quel est le contenu de ces briques”



“Je m'investis à plus de 100% car mon métier est ma passion. Mais je m'épuise de plus en plus.”

“Je suis crevé mais mon salaire est bien trop faible.”

“Détournements briques observés, pas de bilan encore, gestion opaque”

“Après les réunions d'incitation à prendre des PACTES en juin 2023 , ABSOLUMENT AUCUNE transparence sur les attributions nominatives de PACTE et sur les missions confiées !!! On apprend par la bande (car certains collègues sont obligés de "sortir du bois " entre autres pour glaner les heures du PACTE "remplacement") au fil de l'eau que untel à un pacte "remplacement, un autre un pacte "insertion" (car il a dû faire des réunions pour pouvoir "mobiliser/aspirer" ses collègues et ainsi justifier ses heures”)

TEMOIGNAGES

Sur la brique RCD

“Cette brique est très compliquée à réaliser. Il faut remplacer les enseignants mais ce n'est pas forcément quand il le faut (progression). Il faut souvent revenir sur les jours de repos, c'est très contraignant et fatigant. On remplace dans une matière qui n'est pas forcément celle du professeur absent, ce qui impose aux élèves un surplus d'heures dans une matière au détriment de celle qui ne se fera pas ou peu dans la semaine. Les élèves s'opposent à ces heures supplémentaires imposées (période de révisions, peu d'heures d'études pour eux qui pourraient être utilisées à des travaux de groupes...).J'avoue que je n'aurais pas autant fait d'heures supplémentaires si nous pouvions avoir le choix du nombre d'heures.”

“Un paradoxe : pour une absence prévue qui a été annulée (formation annulée), il a fallu "se battre" pour récupérer ses heures de cours qui ont été prises par les RCD”

“Brique détournée : des remplacements qui vont à l'encontre de la note de service (arrêt de + de 15 jours...), des heures de cours sont créées EXPRESS sur les EDT sur des créneaux normalement vides et on appelle cela des RCD pour combler les heures non faites par les personnels pactées.... !”

“Cela surcharge l’emploi du temps des élèves ”

“Elle ne permet pas de remplacer efficacement les collègues absents. Premièrement car elle ne permet pas un remplacement disciplinaire. Deuxièmement, certains collègues (dont moi-même) ont décidé de ne plus remplacer les collègues absents car les HSE sont bien moins payées que les briques. Au final, pas certaine qu'elle ait rempli son rôle...”

“J’ai effectué un remplacement dans une classe que je n’ai pas par ailleurs et je n’ai pas souhaité renouveler. Il m’a semblé difficile d’être pertinente face à des élèves que je ne connais pas.”

“Je reviens sur mes repos pour combler les heures des briques (par périodes 3 ou 4 semaines d’affilée sans repos dans la semaine). Forcément que ma vie privée est impactée. Ce qui implique moins d’heures pour la correction des copies, la préparation de cours, moins de temps dans sa vie personnelle... Le rythme est infernal et épuisant. Les remplacements ne sont pas forcément placés au moment où il faudrait qu’on ait des heures pour nos élèves. Mais on prend car on ne sait pas si il y aura d’autres occasions.”

Pour une revalorisation indiciaire de toutes et tous !

Depuis l'annonce présidentielle du PACTE, le SNETAP-FSU comme l'ensemble des organisations représentatives des personnels d'enseignement et d'éducation, a dénoncé d'une part le mensonge sur lequel reposent ces briques - ce n'est pas une revalorisation - et d'autre part, les effets délétères au sein des équipes pédagogiques... tout ça sans aucune preuve d'une amélioration de l'appareil public de formation et d'amélioration des résultats des jeunes dans nos établissements.

A l'opposé de cette mesure du "travailler plus pour gagner plus", le SNETAP-FSU revendique :

-> Une **revalorisation générale de la rémunération** des enseignant·es et CPE, seule solution viable pour réduire les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes

-> Un **financement pérenne sous forme de DGH des missions d'aides aux élèves en difficulté**, inscrites dans tous les référentiels et non sous la forme d'appel à projet ou de dispositifs comme les HSE ou les briques qui peuvent être à tout moment suspendus voire supprimés par le ministère ! Tous les élèves dans tous les établissements ont droit à ces dispositifs...et ne peuvent être tributaires de telle ou telle orientation d'équipes pédagogiques ou d'établissement privilégiant telles ou telles priorités !

-> Un **financement pérenne de toutes les missions de l'EAP sous la forme de décharge** de temps de travail, seule solution pour garantir leur inscription dans le temps et permettre aux agent·es de s'y consacrer sans dégrader leurs conditions de travail.

**Abandon du Pacte et utilisation
du milliard d'euros pour des
mesures sans contreparties !**

